

# UNE CONCENTRATION PLUS STRATÉGIQUE

gouvernance, la santé (particulièrement la lutte contre le VIH/sida), l'éducation de base, le développement du secteur privé et la viabilité de l'environnement. L'égalité entre les sexes sera un thème transversal systématique de tous nos programmes dans ces cinq grands secteurs, appuyant ainsi directement les ODM. En outre, l'égalité entre les sexes, comme thème, nous aidera à concentrer davantage notre attention sur la sélection et l'élaboration d'initiatives particulières. Dans chacun des cinq secteurs, les programmes canadiens seront axés sur des domaines précis, choisis en fonction des besoins prioritaires locaux et de la capacité du Canada à apporter une contribution optimale. Cela se fera en étroite coordination avec d'autres partenaires, y compris les organismes donateurs.

## Promotion de la bonne gouvernance

*Le Canada aidera les pays, en particulier par l'intermédiaire du Corps canadien et d'autres mécanismes de programmation, à mettre en place les conditions permettant un développement sûr et équitable, en encourageant la gouvernance et en faisant porter les efforts canadiens sur la démocratisation, les droits de la personne, la primauté du droit, le renforcement des capacités du secteur public et la prévention des conflits.*

La réduction durable de la pauvreté passe par la sécurité et l'introduction de structures et de procédés favorables à la bonne gouvernance. Les sociétés bien gouvernées établissent les cadres juridiques et réglementaires et les normes nécessaires à l'investissement privé et à la croissance économique. Elles établissent aussi les institutions, les



© ACIDI/Stephanie Colvey

*« La meilleure façon de protéger la sécurité de la personne est d'élaborer des [...] systèmes nationaux de justice dans le cadre de l'édification d'un appareil judiciaire international pour le XXI<sup>e</sup> siècle, et qui englobe l'édification, pour les États démocratiques et protecteurs des droits, de chartes des droits, la protection des minorités, une magistrature indépendante, la liberté de la presse, la protection des droits de la personne, la transparence, l'imputabilité et un gouvernement responsable. »*

– L'honorable Irwin Cotler, ministre de la Justice, janvier 2005

systèmes et les pratiques qui font en sorte que les services de base, par exemple les réseaux de santé et d'éducation, sont vraiment réceptifs aux besoins locaux et rendent compte à la population locale de leur rendement. La bonne gouvernance est une condition fondamentale à l'atteinte des ODM et au maintien des résultats connexes.

Un aspect important du consensus de Monterrey et des tendances émergentes en développement dans une perspective plus générale, a été l'importance accrue qu'ont accordée les pays en développement à une gouvernance propre, transparente et responsable. Par exemple, le premier des huit principes régissant le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est la bonne gouvernance en tant qu'exigence de base pour la paix, la sécurité et le développement politique et socioéconomique durable. Dans la plupart des pays en développement qu'on pourrait considérer comme d'éventuels partenaires du Canada à long terme pour le développement (dont les critères sont énumérés dans la section sur la concentration géographique), les programmes liés à la gouvernance ont été désignés comme étant l'un des quelques secteurs à haute priorité pour la coopération au développement.

Grâce à l'engagement du Canada à l'égard de la tolérance et du multi-culturalisme, d'un système fédéral fondé sur la diversité, d'institutions publiques solides et d'une société civile dynamique, les Canadiens sont bien préparés pour appuyer

Un villageois de Bocololo, au Timor-Leste, participe à une simulation d'élections ayant pour but de rassurer les électeurs quant au fait que leur bulletin de vote sera déposé dans le plus grand secret le jour des élections, et ce, sans crainte de représailles.